

Articulations

Centre Socialiste d'Éducation Permanente
rue de Charleroi, 47 • 1400 Nivelles
tél.: 067 / 89 08 50 - 067 / 21 94 68
fax: 067 / 21 00 97
Courriel: infos@cese.be

numéro seize

Au nom de l'Empire.....I

Un article
de Terry Jones
.....XIII

Bush et l'industrie
d'armement
.....XIV

Une militarisation
à outrance..... XVI

Réalisation Jean Vogel



par Jean Vogel

La guerre déclenchée par les Etats-Unis contre l'Irak ne se justifie pas. C'est clairement ce que pense une grande majorité de gens dans le monde et plus particulièrement en Europe. Il n'y a personne de tant soit peu objectif qui prête foi aux allégations obsessionnellement répétées par George W Bush et son équipe depuis l'été 2002 pour soutenir la nécessité et l'urgence de passer à l'attaque contre Bagdad. Aucune preuve crédible n'a été avancée de ce que l'Irak représenterait une dangereuse menace militaire contre le monde, ou qu'il ait continué à poursuivre un programme clandestin de production d'armements nucléaires, chimiques et biologiques, ou qu'il coopérerait avec Oussama Ben Laden. En fait, le gouvernement américain n'a pas réellement cherché à convaincre; il s'est contenté de répéter *ad*

nauseam les mêmes affirmations stéréotypées auxquelles ses alliés étaient censés faire semblant de croire. Cette guerre a en réalité été définitivement décidée dès juillet-août 2002. Le passage par le Conseil de sécurité de l'ONU, les vicissitudes diplomatiques, les négociations et les tensions avec la Russie, la France et l'Allemagne, les résultats engrangés sur place par les inspecteurs de l'ONU n'ont pas le moins du monde affecté la détermination américaine d'attaquer, d'envahir et d'occuper l'Irak, quel qu'en soit le prix politique et sans se soucier des nombreux avertissements quant aux conséquences catastrophiques que cette guerre risque de provoquer.

Une question se pose donc inévitablement: Pourquoi cette guerre? Pourquoi maintenant?

Pour y répondre, deux éléments doivent être pris en compte. D'abord, la décision d'attaquer et d'occuper l'Irak fait partie depuis toujours de l'agenda caché de l'administration Bush. Elle n'est motivée ni par une soudaine prise de conscience de la «menace militaire» irakienne (?) ou de la malfaisance de Saddam Hussein, ni non plus par le choc du 11 septembre. La volonté d'en découdre avec l'Irak était déjà bien ancrée longtemps avant que Bush et son équipe décident d'entreprendre la «guerre contre le terrorisme», même s'ils ont cru pouvoir utiliser celle-ci pour mieux la vendre, notamment en utilisant l'atmosphère d'union sacrée et la mobilisation patriotique des médias pour mettre sous pression l'opinion et la classe politique américaine.

Le deuxième élément à prendre en compte, c'est l'existence d'une division et d'un débat au sein des élites américaines, qui portaient moins en réalité sur l'opportunité d'une guerre avec l'Irak que sur sa signification par rapport au rôle et à la stratégie des Etats-Unis dans le monde. Au-delà des objectifs immédiats ou à plus long terme poursuivis localement, la décision d'entreprendre aujourd'hui une guerre contre l'Irak est une pierre de touche et un banc d'essai d'une redéfinition radicale de la politique mondiale des Etats-Unis. L'ensemble du système des relations internationales et toutes les régions du monde, tous les Etats, vont s'en trouver profondément affectés. Or, en Europe notamment, les voix qui s'opposent ou qui critiquent la politique irakienne de Bush ont souvent tendance à la traiter comme une question particulière, sans mettre en évidence ni les postulats globaux qui la sous-tendent, ni leurs implications intolérables pour le reste du monde. Aux Etats-Unis, en revanche, ces questions ont été largement exposées et mêmes débattues, en tout cas dans des enceintes spécialisées dans l'analyse de la politique étrangère et des relations internationales. Tout un ensemble de déclarations et de documents de l'administration Bush rendus publics depuis dix-

huit mois ne laisse pas grand chose dans l'ombre des ambitions et des projets qu'elle nourrit quant au «destin de l'Amérique» - et donc aussi du monde. Et c'est ce projet et une partie de ses implications que nous voulons présenter dans les pages qui suivent.

I. Un glissement tectonique de la politique mondiale

Dans un discours prononcé en avril 2002 à la *John Hopkins School of Advanced International Studies*, la conseillère pour la sécurité nationale du président Bush, Condoleezza Rice, remarquait que «un tremblement de terre de l'amplitude du 11 septembre peut déplacer les plaques tectoniques de la politique internationale». Et elle poursuivait : «Le système international a été en mouvement depuis l'effondrement de la puissance soviétique. Il est maintenant possible - et même probable - que cette transition arrive à sa fin. Si c'est exact, alors... ce n'est pas seulement une période de grand danger, mais d'énorme opportunité... une période semblable à celle entre 1945 et 1947, lorsque la direction américaine a agrandi le nombre des Etats libres et démocratiques - dont le Japon et l'Allemagne parmi les grandes puissances - pour créer un nouvel équilibre de puissance qui favorisait la liberté».

Dans un entretien accordé au journal anglais *Financial Times* (22 septembre 2002), Mademoiselle Rice allait illustrer ce parallèle historique qui éclaire l'ampleur des ambitions de la «doctrine Bush». Dans l'immédiat après-guerre, Harry Truman, Dean Acheson, George Kennan, s'étaient vécus comme les «accoucheurs d'un nouvel ordre mondial». Pour illustrer cet esprit qui les animait alors, le secrétaire d'Etat Acheson avait cité dans ses mémoires l'extraordinaire déclaration d'Alphonse X le Sage, roi de Castille au XIII^e siècle, qui s'était écrié «Si j'avais pu être présent à la Création, j'aurais donné quelques conseils pour mieux organiser l'univers». La doctrine Truman avait fixé le rôle des Etats-Unis dans le monde de l'après-guerre, en particulier en leur attribuant la responsabilité d'exercer un endigue-

ment (*containment*) et une dissuasion vis-à-vis de l'URSS, qui avait affirmé son emprise sur l'Europe de l'Est, afin de l'empêcher d'étendre son expansion à d'autres zones de la planète. Au cours des quarante années qui suivirent, marquées par la guerre froide, même si elle connut quelques phases de «détente», les Etats-Unis ont assumé cette responsabilité en assurant le leadership du «monde libre». La nouvelle doctrine de l'administration Bush se réfère explicitement à ce précédent historique. Condoleezza Rice l'illustre à travers une étonnante métaphore, en disant que les cendres du World Trade Center sont une retombée de l'effondrement du mur de Berlin. Les dix années qui ont suivi l'implosion de l'URSS et de son empire sont dès lors présentées comme une sorte de parenthèse marquée par l'incertitude et l'absence de stratégie américaine, ouvrant ainsi la porte au chaos. En conclusion, le quotidien anglais résumait ainsi les vues de son interlocutrice : «en résumé, Mademoiselle Rice et Monsieur Bush croient qu'ils peuvent à la fois dominer d'autres pays et construire des alliances avec eux. La suprématie militaire des Etats-Unis, disent-ils, doit dissuader d'autres pays de poursuivre leur propre accroissement de moyens militaires et les pousser à étendre la collaboration dans d'autres domaines».

Pendant plus de quarante ans, le monde de la guerre froide avait été caractérisé par un «équilibre de la terreur» entre deux blocs, dominés chacun par une superpuissance nucléaire. Chacun de ses blocs présentait, à des degrés divers selon les époques, certaines caractéristiques impériales : les deux puissances hégémoniques, les Etats-Unis et l'Union Soviétique, s'efforçaient de faire régner l'ordre dans leur camp, y compris à travers l'instigation de coups d'Etat (comme au Chili en 1973) ou des interventions militaires directes (comme en Tchécoslovaquie en 1968). Mais, en dépit de la course aux armements et des nombreuses guerres locales dans lesquelles elles étaient impliquées, parfois directement (Corée, Vietnam,

Afghanistan), l'équilibre entre les superpuissances a permis d'empêcher l'éclatement d'une troisième guerre mondiale et a assuré une certaine forme de régulation des tensions internationales. La dissuasion nucléaire mutuelle préservait la stabilité globale. La balance bipolaire des forces entre les deux camps maintenait une espèce d'ordre international.

L'effondrement, en un très bref laps de temps (1989-1991) du bloc de l'est et de l'URSS elle-même a modifié radicalement la situation internationale. La Russie s'est vue déclassée comme puissance mondiale à un degré sans précédent en temps de paix. Par la force des choses, les Etats-Unis sont devenus la seule superpuissance existant dans le monde. Et si le spectre d'une troisième guerre mondiale disparaissait définitivement de l'horizon prévisible, on ne pouvait que s'attendre à voir se déchaîner de multiples forces centrifuges, longtemps comprimées par la logique de la guerre froide et la discipline des blocs. Les conflits atroces qui ravagèrent au cours des années 1990 l'ex-Yougoslavie et nombre de pays africains allaient dramatiquement confirmer cette prévision.

Comment reconstruire ou recréer un nouveau mode de régulation des relations internationales ? D'un point de vue purement théorique, depuis qu'il existe des Etats au sens moderne du terme, on peut concevoir trois formes différentes permettant d'assurer le « maintien de l'ordre » au niveau international :

1. le système impérial, qui remonte à la plus haute antiquité, et par lequel un Etat dominant impose sa loi aux peuples qu'il domine, en réprimant par la force militaire toutes les tentatives de s'en affranchir
2. le système de l'équilibre des forces, établi en Europe à partir du 17^e siècle (par les traités de Westphalie qui mirent fin à la guerre de Trente ans), et par lequel les différents Etats s'engagent à se coaliser pour empêcher d'un d'entre eux de devenir trop puissant et d'établir son hégémonie
3. le système du droit internatio-

nal, par lequel les Etats acceptent de se conformer à des règles juridiques et à des conventions internationales, de soumettre leur différends à des procédures d'arbitrage, d'être éventuellement soumis à des tribunaux internationaux, en excluant le recours à la force entre eux, sauf en cas de légitime défense.

Bien entendu, dans la réalité des rapports internationaux, on peut se trouver en présence de combinaisons de ces trois formules sous différents aspects. C'est ainsi qu'au cours des années 1990, on a assisté à la fois à une réaffirmation de la prépondérance des Etats-Unis

décennie 1991-2001 comme une époque de transition, qui a vu coexister des formes contradictoires de régulation des relations internationales, dans un monde qui s'extrayait de la camisole de force de la guerre froide. La politique mondiale des Etats-Unis pendant les huit années de présidence de Clinton (1993-2000) représente à ce point de vue une adaptation aux nouvelles données de la situation internationale axée sur le souci de préserver ou de rétablir un système d'équilibres. La dissuasion nucléaire cesse d'être un élément de la stabilité globale, même si elle conserve un certain rôle dans les relations bilatérales avec la Russie



dans toute une série de domaines, au développement de la perspective d'un monde multipolaire (Etats-Unis, Union Européenne, Russie, Chine, Inde, Japon) reposant sur de nouveaux équilibres internationaux, et au développement de nouveaux instruments de droit international et de nouvelles institutions supranationales (de l'Organisation mondiale du commerce au Tribunal pénal international contre les crimes de guerre).

C'est pourquoi, les historiens du futur analyseront probablement la

et la Chine. Les réseaux d'alliances datant de la guerre froide (et avant tout l'OTAN) sont maintenus et même élargis, mais en leur attribuant une fonction plus pragmatique, en multipliant les consultations et la recherche d'accords négociés. La compétition entre les grandes puissances était censée ne pas outrepasser certaines limites et s'exercer essentiellement dans le domaine économique. C'est d'ailleurs là que l'administration Clinton fit porter l'essentiel de ses efforts en s'efforçant d'impulser la mondialisation tous azimuts des relations éco-

nomiques, l'ouverture des marchés, la liberté de circulation des capitaux, l'intégration économique du continent américain et de la zone Asie-Pacifique, etc.

L'élection de George Bush, dans les circonstances que l'on connaît, en novembre 2000 marque un tournant décisif. Les hommes qui l'entourent, et qui l'ont fait président, sont porteurs d'une autre vision du monde, d'une autre philosophie des relations internationales, de visées stratégiques radicalement nouvelles par rapport à celles en vigueur au sein des élites américaines depuis des décennies. Le 11 septembre représentera pour eux une occasion inespérée de les mettre en pratique - une «énorme opportunité» pour parler comme M^{lle} Rice.



II. Les faucons sont de retour

La nouvelle politique mondiale des Etats-Unis est impulsée par un groupe de gens qui occupent des postes clefs au sein de l'administration Bush, et dont les principaux représentants sont: le vice-Président des Etats-Unis, Richard Cheney, le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, le sous-secrétaire à la défense, Paul Wolfowitz, le sous-secrétaire à la politique de défense, Douglas Feith, le président du Defense Policy Board, Richard Perle, et l'envoyé spécial du Conseil de sécurité nationale, Zalmay Khalilzad (un américain d'origine afghane). Ils appartiennent à la mouvance néo-conservatrice du parti républicain, qui s'était assurée le contrôle du parti après l'affaire du Watergate et la victoire du démocrate Jimmy Carter aux élections de 1976 et dont les bastions se trouvent dans les Etats du Sud et du Sud-Ouest des Etats-Unis. A l'époque de Ronald Reagan (1981-1988) ils incarnaient l'aile la plus dure des faucons, qui estimaient qu'il fallait en finir avec la politique de «containment» vis-à-vis de l'URSS et passer à l'offensive. En 1989, par exemple, Cheney, qui était à l'époque secrétaire à la Défense, considérait toujours que les réformes de Gorbatchev n'étaient qu'une pure opération cosmétique et qu'il fallait refuser ses offres de dialogue et renforcer la pression. En septembre 1991, il soutenait que les Etats-Unis devaient prendre des mesures pour accélérer la dislocation de l'URSS, même au risque d'encourager la violence.

Moins bien représentés au sein de l'administration de George Bush senior (1989-1992), ils s'y trouvaient clairement en minorité par rapport à la politique suivie à l'époque. Dans son livre de mémoires, *My American Journey*, publié en 1995, l'actuel secrétaire d'Etat Colin Powell (qui était chef d'état-major de l'armée à l'époque de Bush père et de la guerre du Golfe) rappelle que le département politique du Pentagone y était devenu «le refuge des extrémistes (*hardliners*) de l'ère Reagan». C'est dans ce contexte qu'au lendemain

immédiat de la guerre du Golfe et de l'écclatement de l'URSS, Cheney, Wolfowitz et Khalilzad élaborèrent un projet stratégique, intitulé *Defence Policy Guidance 1992-1994*, dont les orientations ne furent pas acceptées par le président mais dont le contenu fut divulgué dans le *New York Times* du 8 mars 1992. Ils soutenaient que la mission de l'Amérique consistait à assurer qu'aucune superpuissance rivale ne puisse émerger dans le reste du monde. Les Etats-Unis pourraient faire cela en convainquant les autres pays industriels avancés que les Etats-Unis défendraient leurs intérêts légitimes et en maintenant un potentiel militaire suffisant. Le document ajoutait que les Etats-Unis «doivent instaurer des mécanismes afin de dissuader des concurrents potentiels de chercher ou même d'aspirer à jouer un rôle mondial ou régional plus important». Cet objectif devait recouvrir trois catégories de *challengers* éventuels. Il fallait: 1. «empêcher toute puissance hostile de dominer des régions dont les ressources lui permettraient d'accéder au statut de grande puissance»; 2. «décourager les pays industriels avancés de toute tentative visant à défier notre leadership ou à renverser l'ordre économique et politique établi» et 3. «prévenir l'émergence future de tout concurrent global». Plus concrètement, ce document décrivait la Russie et la Chine comme des menaces potentielles et avertissait que l'Allemagne, le Japon et d'autres puissances industrielles pourraient être tentées de se réarmer, d'acquiescer des armements nucléaires si leur sécurité était menacée et que cela pourrait les conduire à entrer en compétition avec les Etats-Unis.

Les auteurs du document recommandaient dès lors que le Pentagone prenne des mesures, incluant l'usage de la force si nécessaire, pour empêcher la prolifération des armes de destruction massives dans des pays tels que la Corée du Nord, l'Irak et certaines des anciennes républiques soviétiques. Ils ne faisaient aucune allusion aux actions collectives à travers l'ONU et, tout en reconnaissant

que des coalitions militaires pouvaient être utiles, ils précisait «nous devons nous attendre à ce que les coalitions futures soient des regroupements *ad hoc*, qui souvent ne sont pas destinés à durer au-delà de la crise à laquelle ils sont confrontés».

En résumé, les Etats-Unis devaient dominer le monde et dissuader tout concurrent éventuel, quel qu'en soit le prix.

Si, à l'époque où elles furent formulées, de telles vues apparaissaient presque comme des fantasmagories de marginaux politiques au sein de l'establishment américain, il faut souligner qu'on les retrouve exprimées, souvent mot pour mot, dix ans plus tard dans les documents officiels de l'administration américaine, et notamment dans le plus important d'entre eux, le texte sur *La stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis* publié par le Président Bush le 20 septembre 2002.

Pendant les années Clinton, les tenants de ces vues se trouvaient dans l'opposition ou employaient leurs services ailleurs. Parfois ils combinaient les deux, par exemple en s'opposant dès le début aux accords israélo-palestiniens de 1993, patronnés par Clinton. C'est ainsi que Richard Perle et Douglas Feith, devenus conseillers du premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, chef du Likoud, rédigèrent en 1996 un mémorandum pour lui suggérer de «marquer une rupture nette» avec le processus d'Oslo et de réaffirmer les revendications d'Israël sur la Cisjordanie et Gaza. Comme Netanyahu n'obtempéra pas, Feith publia un article appelant Israël à réoccuper les territoires contrôlés par l'Autorité palestinienne. Il précisait que «le prix en sang pourrait être élevé», mais que cela serait une forme nécessaire de «désintoxication - la seule voie pour sortir de la toile d'araignée d'Oslo». C'était écrit 4 ans avant le commencement de la deuxième Intifada palestinienne (septembre 2000) et c'est exactement ce qu'a fait le gouvernement d'Ariel Sharon...

En 1998, Richard Cheney devint un des conseillers de politique étrangère de George Bush junior,

alors candidat à la candidature républicaine et en 2000, l'année de la campagne électorale, il s'était définitivement imposé comme son principal mentor. Le niveau des connaissances de George W. Bush en matière de relations extérieures, voire même de simples connaissances géographiques, était pour ainsi dire égal à zéro. Les anecdotes et les plaisanteries qui illustrent cette situation pullulent désormais. D'ordinaire les discours et les réponses de Bush sur ces questions étaient écrites par Cheney ou Wolfowitz mais de temps en temps il exprimait sa compréhension personnelle du sujet, comme la fois où il déclara «à l'époque où je grandissais dans ce qui était un monde dangereux, nous savions exactement qui ils étaient. C'était nous contre eux, et on savait clairement qui ils étaient. Aujourd'hui, nous ne sommes pas sûrs de qui sont ces eux, mais nous savons qu'ils sont là».

Contrairement à la tradition politique américaine, Bush choisit son mentor Cheney comme candidat à la vice-présidence et c'est Cheney qui exerça une influence déterminante sur les nominations des membres de la nouvelle administration, à l'exception de Colin Powell et de Condoleezza Rice. Le groupe de faucons qui avait occupé une position minoritaire dans l'administration du premier Bush, contrôlait désormais fermement celle du second Bush. Ils allaient pouvoir passer à l'action.

III. Avant le 11 septembre

Au cours des neuf mois qui s'étendent entre son arrivée aux affaires en janvier 2001 et les attentats du 11 septembre, l'administration Bush a entrepris un nombre surprenant de démarches illustrant ce que ses critiques démocrates ont poliment décrit comme une «go-it-alone foreign policy». Le gouvernement américain a suspendu les négociations avec la Corée du Nord et, après l'échec de l'ultime tentative de Clinton en janvier 2001 à Taba, il s'est apparemment mis entièrement en retrait de l'évolution du conflit israélo-palestinien,

en laissant ainsi complètement pourrir deux situations qui sont rapidement devenues incontrôlables et susceptibles de connaître à plus ou moins court terme des issues terrifiantes : une nouvelle expulsion massive des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza et une guerre régionale, éventuellement nucléaire, en Asie du Nord-Est.

Les Etats-Unis ont refusé de signer le protocole de Kyoto sur le réchauffement global. Ils ont non seulement rejeté la ratification du traité instituant un Tribunal Pénal International, mais exercé de fortes pressions à l'égard des pays signataires pour obtenir d'eux un accord accordant l'immunité à leurs ressortissants, notamment en menaçant de suspendre toute participation américaine aux missions de surveillance de la paix des Nations Unies. Ils ont mis l'accent sur l'édification d'un système de défense anti-missiles qui contrevenait aux accords ABM de limitation des armements anti-balistiques signés avec la Russie, en finissant par dénoncer unilatéralement ceux-ci en novembre 2001.

Les Etats-Unis ont mis leur veto à l'adoption d'un protocole de vérification de la Convention internationale sur les armes biologiques de 1972 que tous les autres pays avaient signé. Ils ont affirmé qu'ils se réservaient le droit de refuser les inspections internationales prévues par la Convention sur les armes chimiques de 1993. Déjà sous Clinton, la majorité républicaine du Sénat avait désavoué celui-ci en refusant de ratifier le Traité d'interdiction des essais nucléaires adopté en 1996. Enfin, les Etats-Unis refusent de signer le Traité d'interdiction des mines anti-personnelles de 1997 s'il n'est pas modifié en prévoyant des exemptions.

L'accumulation, en un court laps de temps, de toutes ces manifestations de refus de participer à toute forme de régulation ou de contrôle international des armements se trouve expliquée dans un rapport publié, début 2001, par deux experts du parti républicain, Stephen J. Hadley et Robert G. Joseph, qui sont devenus depuis les responsables de la planification



stratégique au sein du Conseil de sécurité nationale de Bush. Ils y expliquaient que les Etats-Unis font face à un monde imprévisible, qui est potentiellement plus dangereux que celui de la guerre froide, et que les traités de contrôle des armements nucléaires handicapent la flexibilité de l'Amérique quant à l'adaptation de ses forces nucléaires aux dangers du futur. On peut y lire : «Washington ne peut pas savoir aujourd'hui si la Russie, ou dans le même domaine, la Chine, sera neutre, amie, ennemie, ou membre d'une alliance hostile dans l'avenir. C'est pourquoi il ne peut être raisonnable de codifier le caractère et la quantité des forces nucléaires stratégiques américaines». Même si les Etats-Unis ont intérêt aujourd'hui à procéder à certaines réductions d'armements, celles-ci doivent être faites unilatéralement, de manière à ce qu'ils puissent par la suite augmenter leurs forces si cela s'avère nécessaire.

L'accord sur la réduction des armes nucléaires signé le 24 mai 2002

entre George Bush et le président Russe Poutine s'inscrit entièrement dans cette logique. Il remplace les anciens traités START II et START III, beaucoup plus contraignants, en prévoyant simplement une réduction des armes nucléaires déployées opérationnellement des deux côtés, qui devraient être limitées à 3.800 en 2007 et à entre 1.700 et 2.200 en 2012. Mais ce traité est extrêmement laxiste puisqu'il stipule qu'il peut être dénoncé à n'importe quel moment par l'une des deux parties avec un préavis de 45 jours, et surtout, contrairement à tous les anciens traités de désarmement nucléaire, il ne prévoit pas la destruction des fusées ou des bombardiers, mais seulement le retrait de leur tête nucléaire ou de leur charge de bombes atomiques.

IV. Après le 11 septembre

Dans les semaines qui suivirent le 11 septembre, le secrétaire d'Etat Colin Powell s'employa à construire une série de coalitions pour

appuyer la guerre contre les Taliban en Afghanistan et la lutte contre al-Qaeda à travers le monde. Durant un bref laps de temps, cette action paraissait s'inscrire dans un contexte multilatéral et être étayée par le droit international. Il est vrai que sous le choc de l'événement, aucun gouvernement au monde ne songeait alors à émettre la moindre réserve. C'est ainsi que dès le 12 septembre, le Conseil de sécurité de l'ONU se déclarait «prêt à prendre toutes les mesures nécessaires pour répondre aux attaques terroristes du 11 septembre 2001 et pour combattre le terrorisme sous toutes ses formes, conformément à ses responsabilités en vertu de la Charte des Nations Unies». Le même jour, l'Alliance atlantique avait affirmé elle aussi sa disponibilité, en invoquant pour la première fois dans son histoire l'article 5 de son Traité fondateur, portant sur la solidarité de ses Etats membres face à l'agression dont l'un d'entre eux serait l'objet.

Cette unanimité anti-terroriste apparut rapidement insatisfaisante aux dirigeants des Etats-Unis. En premier lieu, ils exigeaient non une simple coopération, mais un alignement inconditionnel, comme l'exprima George Bush dans son discours du 20 septembre au Congrès des Etats-Unis, en s'adressant à toutes les nations du monde : «Ou bien vous êtes avec nous, ou vous êtes avec les terroristes». Selon Zbigniew Brzezinski Bush a depuis lors répété 99 fois cette mise en demeure. En second lieu, il ne s'agissait pas pour eux de se laisser engluier dans le cadre contraignant d'actions concertées. Le 23 septembre, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld rappelait l'une des règles stratégiques essentielles de la doctrine Bush : «c'est la mission qui détermine la coalition, et nous ne permettons pas à la coalition de déterminer la mission». Son éminence grise, Richard Perle, directeur du Defence Policy Board du Pentagone, allait le 4 octobre mettre les points sur les i à ce sujet : «Je suis inquiet des choses que certains applaudissent. Par exemple, le soutien de l'OTAN, en invoquant l'article 5, me trouble. Nous n'en avons pas besoin, les bénéfices politiques n'en valent pas la chandelle, et si on permettait à cela d'établir un précédent - si l'on permet à cela de créer le sentiment que nous devons obtenir l'accord de l'OTAN sous l'article 5 avant de faire ce que nous ferons ensuite - alors en définitive ce soutien aura été plus nuisible qu'utile».

La leçon fondamentale qu'il fallait retirer du 11 septembre a été très clairement exprimée dans un éditorial du *Weekly Standard*, un des organes les plus proches des vues de Cheney, Wolfowitz, etc. Signé par Max Boot (un des éditorialistes du *Wall Street Journal*), ce texte qui s'apparente à un manifeste s'intitule *The Case for American Empire*. Avec pour sous-titre : «la réponse la plus réaliste au terrorisme, c'est pour l'Amérique d'embrasser son rôle impérial». Il débute ainsi : «beaucoup de gens ont suggéré que l'attaque du 11 septembre contre l'Amérique rendait

la monnaie de la pièce pour l'impérialisme US. Si seulement nous n'avions pas été fourrer notre nez partout où cela ne nous concernait pas, peut-être que nous ne devrions pas maintenant contempler un cratère au cœur de Manhattan. La solution est évidente : Les Etats-Unis doivent devenir une gentille nation sympathique, ils doivent renoncer aux missions don quichottesques à l'extérieur, ils doivent devenir, selon une phrase de Pat Buchanan, 'une république, et non un empire'. En fait, cette analyse est exactement à l'inverse des faits. L'attaque du 11 septembre a été un résultat d'un engagement et d'une ambition américains insuffisants. La solution est d'être plus expansif dans nos objectifs et plus cassant dans leur mise en œuvre... Le problème, en bref, n'est pas la manière excessivement autoritaire des Américains, mais plutôt leur manière insuffisamment autoritaire. La question est de savoir si, maintenant que nous avons été attaqué, nous allons agir comme une grande puissance se doit de le faire».

Il rappelait ensuite que l'action militaire américaine allait tout d'abord devoir s'exercer sur les mêmes terres où des générations de soldats coloniaux britanniques s'étaient battus dans le passé : Afghanistan, Soudan, Libye, Egypte, Arabie, Mésopotamie (Irak), Palestine, Perse (Iran), Pakistan. Ce parallèle est à prendre au pied de la lettre : «l'Afghanistan et d'autres pays en proie aux troubles sont aujourd'hui en demande de cette sorte d'administration étrangère éclairée qui leur fut fournie dans le passé par des Anglais sûrs d'eux-mêmes, portant des jodhpurs et des casques coloniaux. Est-ce que l'impérialisme est une relique vénérable d'une ère dépassée ? Peut-être. Mais il est intéressant de noter que au cours des années 90, le Timor Oriental, le Cambodge, le Kosovo et la Bosnie sont tous devenus des territoires sous tutelle de la communauté internationale (le Cambodge seulement à titre temporaire). Ce système pourrait facilement être élargi en un système formel de man-

ats des Nations Unies sur le modèle des territoires sous mandats établi par la Société des Nations en 1920. A la suite de la défaite des empires allemand et ottoman, leurs possessions coloniales étaient tombées entre les mains des puissances alliées, en théorie pour préparer leurs habitants à un éventuel auto-gouvernement. On supposait que c'était 'pour le bien des autochtones', une phrase que les progressistes tournaient autrefois en dérision, mais qui peut être prise plus au sérieux depuis la conversion de la gauche au cours des années 1990 à la cause des interventions 'humanitaires'... Une domination unilatérale américaine n'est plus vraiment une option de nos jours. Mais les Etats-Unis peuvent certainement conduire une force d'occupation internationale sous les auspices de l'ONU, avec la coopération de quelques nations musulmanes». Et l'article précisait : «pour le souci de la simplicité considérons deux cas : l'Afghanistan et l'Irak». Pour en faire quoi ? «Une fois que l'Afghanistan aura été traité, l'Amérique devra tourner son attention vers l'Irak. Il ne sera probablement pas possible de renverser rapidement Saddam sans une invasion et une occupation américaine. Une fois que nous aurons déposé Saddam, nous pourrions imposer une régence internationale, sous direction américaine, à Bagdad, pour faire la paire avec celle de Kaboul». Rappelons que ce texte a été publié exactement un mois après les attentats du 11 septembre ! Dix-huit mois plus tard, en mars 2003, la guerre que les Etats-Unis déclenchent contre l'Irak n'est que l'application d'un agenda préétabli.

V. La stratégie globale des Etats-Unis

Au cours de l'année 2002, l'administration Bush a rendu publics une série de documents qui permettent de se faire une idée absolument claire de la stratégie qu'elle entend poursuivre. Les plus importants de ceux-ci sont le discours sur l'état de l'Union prononcé par George Bush le 29 janvier,

où la lutte contre le terrorisme est élargie aux pays membres de «l'axe du mal» (l'Irak, la Corée du Nord et l'Iran sont désignés nommément, mais la liste est ouverte) ; son discours à l'Académie militaire de West Point le 1^{er} juin, et le document *La stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis* publié par la Maison Blanche le 20 septembre. Une analyse attentive de ces textes permet d'en faire une synthèse en 9 points.

1. Maintien de la prééminence des Etats-Unis dans le monde. Le vingtième siècle s'est achevé par une victoire indiscutée des forces de la liberté sur le totalitarisme. Les valeurs promues par les Etats-Unis - «liberté, démocratie et libre entreprise» - sont «l'unique modèle soutenable d'une réussite nationale». Les résultats de la fin de la guerre froide ont donné aux Etats-Unis «une position de force militaire sans précédent et sans comparaison» et «une grande influence économique et politique». La politique américaine doit avoir pour but de préserver un monde unipolaire dans lequel les Etats-Unis n'aient pas de compétiteurs de même niveau qu'eux. Aucune autre grande puissance ou coalition de grandes puissances ne doit être autorisée à chercher l'hégémonie ou même simplement la parité avec les USA. La compétition entre les grandes nations est inévitable, mais les USA «entendent garder leurs forces militaires au-dessus de tous leurs rivaux (...) en limitant les rivalités au commerce et aux autres compétitions pacifiques» a dit Bush à West Point. Et le document sur la sécurité nationale précisait : «Nos forces doivent être suffisamment fortes pour dissuader tous les adversaires potentiels d'entreprendre un effort militaire dans l'espoir de surpasser, ou d'égaliser, la puissance des Etats-Unis». La supériorité militaire des Etats-Unis par rapport à toutes les autres puissances doit cesser d'être un simple état de fait et devenir la première règle du jeu à faire respecter à tout prix dans le système international.

2. Mobilisation permanente contre l'omniprésence de menaces

globales. Le document du 22 septembre considère que «les ennemis dans le passé avaient besoin de grandes armées et de grandes capacités industrielles pour mettre l'Amérique en danger. Désormais, des réseaux cachés d'individus peuvent provoquer un grand chaos et de la souffrance dans nos foyers pour moins qu'il n'en coûte d'acheter un simple tank. Les terroristes sont organisés pour pénétrer les sociétés ouvertes et retourner contre nous la puissance des technologies modernes». Il s'agit bien sûr de la menace de mouvances terroristes comme Al Qaeda, susceptibles d'acquérir des armes nucléaires, chimiques ou biologiques. Il est impossible de les dissuader, aussi il convient de les éliminer jusqu'au dernier. Il s'agit d'une guerre permanente qui devra durer plusieurs dizaines d'années : «la lutte contre le terrorisme global est différente de n'importe quel autre guerre dans notre histoire. Elle sera livrée sur de nombreux fronts contre un ennemi particulièrement insaisissable au cours d'une fort longue période de temps». La ligne qui sépare les terroristes proprement dits d'autres ennemis des Etats-Unis est en outre extrêmement floue. Le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld a exprimé très éloquentement la spirale infernale dans laquelle il pense que les Etats-Unis sont enfermés : en ce qui concerne les menaces auxquelles nous sommes confrontés, «il y a des choses que nous savons que nous savons. Il y a des inconnues qui sont connues. C'est-à-dire qu'il y a des choses que nous savons que nous ne savons pas. Mais il y a aussi des inconnues qui sont inconnues. Ce sont des choses dont nous ne savons pas que nous ne les savons pas... Chaque année nous découvrons un certain nombre en plus de ces inconnues qui sont inconnues».

3. Affirmation de la nécessité de faire usage de guerres préventives. Le concept stratégique classique de la dissuasion est relégué aux oubliettes. La dissuasion impliquait de posséder une capacité militaire suffisante pour «dissuader» d'éventuels agresseurs

et de ne pouvoir entreprendre des actions militaires qu'en cas de légitime défense ou sous la menace d'une attaque imminente. La doctrine Bush balaye ces vues anciennes : «Pendant des siècles, le droit international reconnaissait que les nations ne devaient pas subir une attaque avant de pouvoir légalement entreprendre une action pour se défendre elles-mêmes contre des forces qui présentaient un danger imminent d'attaque. Les juristes consultés et les juristes internationaux conditionnaient souvent la légitimité de l'action préventive par l'existence d'un danger imminent - le plus souvent une mobilisation visible des armées, des flottes et des forces aériennes se préparant à attaquer. Nous devons adapter le concept de danger imminent aux capacités et aux objectifs des adversaires d'aujourd'hui... Plus est grand le danger, plus est grand le risque d'inaction - et d'autant plus pressant est le cas où il faut entreprendre une action anticipée pour nous défendre nous-mêmes, même si l'incertitude subsiste sur le moment et l'endroit de l'attaque de l'ennemi. Pour couper l'herbe sous le pied ou prévenir de tels actes hostiles de la part de nos adversaires, les Etats-Unis doivent, si nécessaire, agir préventivement ». Les Etats-Unis se réservent par conséquent le droit de passer à l'offensive contre n'importe quel adversaire dont ils estiment qu'il nourrit des intentions hostiles à leur égard. George Bush avait exprimé la même idée, sous forme ramassée, dans son discours de West Point : «les militaires doivent être prêts à frapper au moment voulu dans n'importe quel sombre coin du monde. Toutes les nations qui prennent parti pour l'agression et la terreur en payeront le prix».

4. Utilisation d'armes nucléaires dans des guerres conventionnelles. Le concept de dissuasion adopté durant la guerre froide comportait un deuxième volet. L'armement nucléaire servait avant tout à dissuader l'adversaire en prévoyant de riposter à une agression éventuelle par une escalade pouvant déboucher sur une guerre thermo-

nucléaire totale, aux conséquences apocalyptiques. On excluait en revanche d'utiliser des armes nucléaires contre des pays qui n'en disposaient pas. En janvier 2002, le gouvernement américain a complètement modifié cette stratégie dans un document confidentiel, le *Nuclear Posture Review*, qui fut révélé à la suite de «fuites» probablement intentionnelles dans le *Los Angeles Times* du 10 mars 2002. La dissuasion nucléaire au sens classique n'est pas abandonnée, mais réservée à l'éventualité improbable d'une attaque générale contre les Etats-Unis de la part d'une puissance clairement identifiée et susceptible d'être l'objet de représailles massives. Il pourrait s'agir soit de la Russie, soit de la Chine. Mais l'armement nucléaire américain doit remplir une deuxième fonction, radicalement nouvelle celle-là : augmenter la «flexibilité» des Etats-Unis en cas de conflits avec d'autres adversaires. Le but est de définir un éventail «d'options nucléaires variables dans leur ampleur, leur portée et leur objectif, qui soient complémentaires avec les autres instruments non nucléaires». En d'autres termes, l'usage d'armes nucléaires ne représente plus un cas limite dans l'hypothèse d'une guerre totale, mais un élément parmi d'autres dans la gamme des options opérationnelles. En particulier, le *Nuclear Posture Review* ajoute que l'emploi de ces armes doit être admis à l'avance «dans des circonstances immédiates, potentielles ou imprévues» où pourraient être impliqués 5 pays cités nommément : la Corée du Nord, l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Libye.

5. Adoption d'un nouveau concept dit de «contrôle stratégique». Il s'agit d'une modification considérable de la doctrine militaire de l'Etat-major américain. Il comprend deux dimensions. La première porte sur l'emploi des forces à l'étranger. Le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, l'a exposée dans un discours devant les officiers stagiaires de l'Université de la défense nationale, le 31 janvier 2002, à Washington : «Nous devons agir maintenant pour avoir une capacité de dissuasion sur

quatre théâtres d'opération importants», ajoutant qu'il fallait être désormais en mesure «de vaincre deux agresseurs en même temps tout en ayant la possibilité de mener une contre-offensive majeure et d'occuper la capitale d'un ennemi pour y installer un nouveau régime». La seconde dimension porte sur la systématisation de ce qu'on appelle la «révolution dans les affaires militaires» (RAM) qui implique un changement fondamental dans la nature de la guerre grâce à l'informatisation généralisée des systèmes d'armements et des systèmes de communication au moyen de satellites, de missiles «intelligents», de drones (avions robots). Le but est d'obtenir un contrôle permanent de la situation de l'adversaire, qui permette de planifier systématiquement la destruction de ses forces et de ses infrastructures en réduisant à presque rien les risques liés à l'imprévisibilité.

6. Redéfinition complète de la notion de souveraineté des Etats. Au point de départ de cette redéfinition, il y a l'idée que des Etats qui, comme l'Afghanistan des Taliban, abritent volontairement des terroristes, perdent les avantages normaux de la souveraineté et s'expose à l'intervention des autres Etats. Mais rapidement cette thèse s'est trouvée généralisée. Le droit à la souveraineté dépendrait du type d'Etat. La souveraineté étatique est à géométrie variable, elle est conditionnelle, plus ou moins limitée selon le caractère de l'Etat. Une première catégorie, les *Rogue-States* (Etats voyous - il s'agit de l'Irak, l'Iran, la Corée du Nord, la Libye, la Syrie et le Soudan) doivent être considérés comme des hors-la-loi internationaux, dépourvus de la protection attachée à la souveraineté. Une deuxième catégorie, les *Failed-States* (Etats en ruine - comme certains pays africains tels le Libéria, la Somalie, la Sierra Leone) se sont eux-mêmes privés de cette garantie à la suite d'une guerre civile et pourraient devenir de nouveaux protectorats. D'autres Etats, en ne remplissant plus leurs obligations internationales, par exemple suite à une cessation de

paiement de la dette extérieure, s'exposent également à une forme de mise sous tutelle. On a souvent cité l'Argentine dans la presse américaine comme susceptible de subir ce troisième type de déchéance. Il va sans dire que ce sont les Etats vraiment souverains, et avant tout les Etats-Unis eux-mêmes qui décident de l'existence et du degré de la souveraineté reconnue aux autres.

7. Dépréciation du droit international et des organisations internationales. Les Etats-Unis doivent avoir les mains libres pour agir. Dans la mesure où le droit international et les organisations, notamment l'ONU, sont susceptibles de leur imposer des contraintes, Washington les tient en suspicion et se réserve le droit de se soustraire à leur cadre. Depuis l'automne, toute la gestion américaine de la crise irakienne à l'ONU était sous-tendue par un ultimatum très explicite : où bien les Nations Unies acquiesceront à la décision américaine d'entreprendre une guerre contre l'Irak, ou bien elles feront la preuve de leur inutilité, ce qui pourrait à terme remettre leur existence en question.

8. Affirmation du droit des Etats-Unis à agir seuls, directement et sans restriction imposée par la communauté internationale ou par leurs alliés. Le document sur la stratégie de sécurité nationale précise à ce sujet : «Bien que les Etats-Unis chercheront constamment à bénéficier du soutien de la communauté internationale, nous n'hésiteront pas à agir seul, si nécessaire, pour exercer nos droits d'autodéfense en agissant préventivement contre de tels terroristes et pour les empêcher de faire du tort à notre peuple et à notre pays». Ce choix se base sur une analyse des rapports de forces militaires : aucun autre pays, ni même l'Union européenne dans son ensemble, n'a de capacités militaires suffisantes pour assumer un rôle parallèle à celui des Etats-Unis. Au contraire, la dernière décennie a considérablement élargi le fossé qui les sépare à cet égard. En outre, des actions militaires conjointes, comme lors de la guerre du Kosovo, ont soumis

l'état-major américain à toute une série de restrictions. Washington ne veut plus revivre cette situation et c'est pourquoi, dans la guerre d'Afghanistan, il a préféré se passer de ses alliés (à l'exception de la Grande-Bretagne), en dépit de leurs offres de services. Comme le disait Rumsfeld, «si la coalition devait déterminer la mission, la mission serait réduite au plus petit commun dénominateur, et c'est ce nous ne pouvons pas accepter».

9. Abandon de l'objectif de la stabilité internationale. Il s'agit d'un des aspects les plus paradoxaux de la nouvelle stratégie américaine. Au cours de l'histoire, les puissances dominantes, repues, sont traditionnellement attachées au statu quo international, et ce sont les puissances mal loties (comme l'Allemagne, l'Italie et le Japon dans les années 1930) qui se posent en perturbateurs de celui-ci. Au contraire, les néo-conservateurs de l'administration Bush affirment sans complexe leur désir de voir remodeler la carte géopolitique du monde et tout particulièrement du Proche Orient. Les objectifs de la guerre contre l'Irak comprennent aussi une dimension régionale importante. Une fois ce pays occupé, les Américains imaginent pouvoir y réitérer leur expérience au Japon et en Allemagne de l'Ouest après la seconde guerre mondiale, le «démocratiser» et en faire un allié sûr qui pourrait contribuer à rebattre toutes les cartes dans le monde arabe, en encourageant l'arrivée au pouvoir de «gouvernements musulmans modérés et modernes», voire même en assurant le leadership régional, dans un sens favorable aux Etats-Unis bien entendu. De même, en Asie, alors que le dialogue et la coopération entre les deux Corées et entre la Corée du Nord et le Japon avaient nettement progressé ces dernières années, en laissant passer un vent de détente dans l'une des zones les plus militarisées du monde, l'attitude américaine depuis l'arrivée de Bush au pouvoir est celle d'un boute-feu qui semble prendre plaisir à agiter un chiffon rouge sous les yeux du régime de Pyongyang.

Il y a une chose qu'il est impossible de reprocher à l'administration Bush: c'est de manquer de cohérence entre ses paroles et ses actes. Si l'on examine les événements de ces derniers mois, on y retrouvera une ligne de conduite qui correspond exactement à la stratégie ainsi définie. La guerre contre l'Irak n'est pas la conséquence d'une interprétation erronée d'une situation particulière, mais le produit d'une stratégie d'ensemble extrêmement élaborée, destinée à être appliquée sur une longue période, sans en dévier d'un pouce.

VI. La raison du plus fort est toujours la meilleure

Quelle est la nature de cette nouvelle politique mondiale des Etats-Unis? Les Européens font preuve d'une singulière timidité pour la qualifier. L'ancien ministre français des affaires étrangères du gouvernement Jospin, Hubert Védrine, vient d'écrire un livre pour critiquer «l'hyperpuissance» américaine, autrement dit une puissance qui dépasse de loin celle de toutes les autres puissances. Mais il s'agit là d'un état de fait, qui n'est d'ailleurs pas nouveau et qui ne définit pas une politique. D'autres critiques reviennent fréquemment sur «l'unilatéralisme» de Washington, autrement dit sa propension à décider et à agir seul, sans tenir compte ni des organisations internationales, ni de ses partenaires et alliés. C'est ainsi que le passage de la question irakienne au Conseil de sécurité en septembre 2002, qui a débouché sur la résolution 1441, avait été présenté comme une victoire du «multilatéralisme» qui avait fait reculer l'unilatéralisme des faucons du Pentagone. Les événements actuels montrent ce qu'il en est. Mais il est intéressant de relire aujourd'hui ce qu'écrivaient à l'époque (novembre 2002), à l'intention de Bush, William Kristol et Robert Kagan, deux représentants des faucons les plus extrémistes qui reconnaissaient de mauvais gré la nécessité d'en passer par l'ONU avant d'entrer en action contre l'Irak: «Bien qu'il ait autorisé ses négociateurs à faire

d'énormes concessions à New York, il est possible qu'aux yeux de Bush, la seule chose qui importe soit sa propre liberté d'action. Il ne doit pas se sentir pieds et poings liés dans la moindre mesure, en dépit du fait que c'est précisément ce que la résolution du Conseil de sécurité semble vouloir faire. Peut-être que ce que le Président croit réellement, c'est que, à la fin du jour, il agira lorsqu'il sentira qu'il est nécessaire d'agir, sans se soucier de ce que disent Blix et le Conseil de sécurité. C'est notre espoir. Nous sommes confiants dans le fait que le Président veillera à ce que la vision de son administration ne soit pas obscurcie par la fumée émanant des Nations Unies, et que, au moment adéquat, et à un moment qui ne doit pas être dangereusement éloigné, ni indéfiniment postposé, il remerciera les Nations Unies et nos 'alliés' pour leurs efforts, et ordonnera à ses militaires d'entreprendre le travail urgent de renverser le régime de Saddam Hussein en Irak».

Pour qualifier la nouvelle politique américaine, il y un mot qui a cessé d'être tabou aux Etats-Unis: impérialisme. Longtemps monopolisé par les communistes et les adversaires radicaux de la politique américaine, il est désormais utilisé dans tous les débats, y compris par les défenseurs de celle-ci. Nous ne citerons que ces derniers. C'est ainsi que Michael Ignatieff, professeur en politique des droits de l'homme à l'Université de Harvard, écrivait dans le *New York Times Magazine* du 28 juillet 2002: «L'impérialisme a été considéré comme le fardeau de l'homme blanc. Cela lui a donné une mauvaise réputation. Mais l'impérialisme ne cesse pas d'être nécessaire parce qu'il est politiquement incorrect». Il ajoutait en parlant de l'Afghanistan: «En effet les forces spéciales ne sont pas des travailleurs sociaux. Elles sont un détachement impérial, qui fait avancer la puissance et les intérêts américains en Asie centrale. Appelez-les gardiens de la paix ou bâtisseurs de nations, appelez-les ce que vous voulez, ce qui se passe à Mazar, c'est une opération de



police impériale. En réalité, l'ensemble de la guerre américaine contre la terreur est un exercice d'impérialisme. Cela peut choquer beaucoup d'Américains, nous n'aimons pas concevoir notre pays comme un empire. Mais comment pouvez-vous appeler autrement des légions de soldats, d'agents secrets et de forces spéciales en train de parcourir le monde?» Un autre professeur de Harvard, Stephen Peter Rosen écrit dans la *Harvard Review* de mai-juin 2002 : «notre but n'est pas de combattre un rival, mais de maintenir notre position impériale et de maintenir l'ordre impérial». L'éditorialiste du *Washington Post*, Sebastian Mallaby, écrit dans un article de *Foreign Affairs* (mars-avril 2002) : lorsque des troubles dans des «Etats en faillite» menaçaient dans le passé les grandes puissances, «elles avaient une solution toute prête :

l'impérialisme. Mais depuis la seconde guerre mondiale, cette option a été exclue... Cette restriction anti-impérialiste est devenue toutefois trop lourde à supporter, lorsque le désordre dans les pays pauvres devient de plus en plus menaçant... La logique du néo-impérialisme est trop contraignante pour que l'administration Bush puisse y résister».

Le discours désormais le plus répandu dans le camp des partisans de la politique de Bush a été parfaitement résumé par un des principaux idéologues des néo-conservateurs, Robert Kagan : oui les Etats-Unis sont une puissance impériale et doivent pleinement s'assumer comme telle, mais «la vérité est que l'impérialisme bienveillant exercé par les Etats-Unis est une bonne chose pour la plus grande partie de la population du monde. C'est certainement un

meilleur arrangement international que toutes les autres alternatives réalistes possibles».

Le même Robert Kagan s'est particulièrement soucié de mettre au clair les différences entre les Etats-Unis et l'Europe : «Il est temps de cesser de feindre qu'Européens et Américains partagent la même vision du monde, ou même qu'ils vivent dans le même monde. En effet, sur la question primordiale de la puissance – qu'il s'agisse de son efficacité, de sa légitimation ou de son opportunité –, les points de vue sont, d'un bord à l'autre de l'Atlantique, radicalement différents. L'Europe se détourne de la puissance au bénéfice d'un monde clos fait de lois et de règles, de négociation et de coopération transnationales. Elle pénètre dans un paradis posthistorique de paix et de relative prospérité, concrétisation de ce qu'Emmanuel Kant

nomme la 'paix perpétuelle'. De leur côté, les Etats-Unis restent prisonniers de l'Histoire, exerçant leur puissance dans un monde hobbesien anarchique où lois et règles internationales sont peu fiables et où la vraie sécurité ainsi que la défense et la promotion d'un ordre libéral dépendent toujours de la détention et de l'usage de la force militaire. C'est pourquoi, sur les grands problèmes stratégiques et internationaux qui se posent aujourd'hui, les Américains sont des Martiens et les Européens des Vénusiens: rares sont les points sur lesquels ils s'entendent, et l'incompréhension entre eux ne fait que croître. Qui plus est, cet état de choses n'est pas transitoire: il ne résulte pas d'une élection américaine ou d'un cataclysme. Les raisons de ce clivage transatlantique sont profondes, anciennes, et vont sans doute perdurer. Ainsi, lorsqu'il s'agit de fixer des priorités nationales, de cerner des menaces, de définir des enjeux ou de concevoir et d'appliquer une politique étrangère et de défense, les Etats-Unis et l'Europe ne font plus cause commune». Il ne s'agit pas selon lui de deux visions différentes des relations internationales, mais d'une traduction d'un fait élémentaire: les Américains sont forts, les Européens sont faibles: «La différence essentielle est moins une affaire de culture et de philosophie que de moyens. Les Européens se préoccupent surtout des problèmes... qui peuvent être résolus par un engagement politique et par des investissements massifs. En d'autres termes, les Européens se focalisent sur les problèmes – les 'dangers' – pour lesquels ils peuvent faire jouer leurs points forts mais pas sur les 'menaces' pour lesquelles, en raison de leur faiblesse, toute tentative de règlement est incertaine. Si la culture stratégique actuelle de l'Europe valorise moins la force brutale et le pouvoir des armes au profit d'instruments moins agressifs tels que l'économie et le commerce, n'est-ce pas en partie parce que cette Europe est faible au plan militaire et forte au plan économique»?

L'Europe s'est donc retirée de l'histoire. Mais si elle occupe cette position confortable, c'est grâce à la protection des Etats-Unis: «La plupart des Européens ne voient pas ou ne veulent pas voir ce grand paradoxe: s'ils sont passés dans la post-Histoire, c'est parce que les Etats-Unis eux-mêmes n'ont pas sauté le pas. N'ayant ni la volonté ni la capacité de protéger son propre paradis et de prévenir son envahissement, au plan tant spirituel que physique, par un monde qui n'a pas encore adhéré au principe de la 'conscience morale', l'Europe dépend du bon vouloir de l'Amérique ou de sa force militaire qui peut seule dissuader ou vaincre à travers le monde ceux qui croient encore à la politique du coup de force». Les Etats-Unis ont accepté d'assumer seuls ce fardeau, la seule chose qu'ils attendent de leurs alliés européens, c'est de ne pas leur mettre de bâtons dans les roues. Et c'est d'ailleurs pourquoi, Robert Kagan vient de proclamer tout haut ce que beaucoup disent tout bas dans l'administration Bush: «la France et l'Allemagne ne sont plus nos alliées».

L'essai de Robert Kagan dont ces longues citations ont été extraites, s'intitule «Puissance et faiblesse». On touche là le noyau de l'imaginaire qui préside au néo-impérialisme américain actuel, qui ravive de très anciennes croyances archaïques. Platon, dans *la République*, fait dire à Thrasymaque que «la justice n'est rien d'autre que l'intérêt du plus fort» et que le droit n'est qu'une invention des faibles pour essayer de se soustraire à la domination des forts. Thucydide, dans *l'Histoire de la guerre du Péloponnèse*, rapporte un dialogue célèbre entre les Athéniens – le premier exemple d'un impérialisme démocratique dans l'histoire – et les Méliens, habitants d'une petite île de la mer Egée qui s'était soustraite à la domination des premiers et auxquels les Athéniens offraient le choix entre se soumettre inconditionnellement ou être exterminés. Les Méliens invoquent d'abord le droit et les Athéniens leur répon-

dent: «nous savons et vous le savez aussi bien que nous, la justice n'entre en ligne de compte dans le raisonnement des hommes que si les forces sont égales de part et d'autre; dans le cas contraire les forts exercent leur pouvoir et les faibles doivent céder». Les Méliens demandent ensuite aux Athéniens quel intérêt ils peuvent avoir à les écraser. Les Athéniens leur répondent que cela servira d'exemples aux autres et «ainsi en vous réduisant à l'obéissance, non seulement nous commanderons à un plus grand nombre de sujets, mais encore par votre soumission vous accroîtrez notre sûreté». Les Méliens font finalement appel à la protection des dieux et les Athéniens concluent: «Les dieux, d'après notre opinion, et les hommes, d'après notre connaissance des réalités, tendent, selon une nécessité de leur nature, à la domination partout où leurs forces prévalent. Ce n'est pas nous qui avons établi cette loi et nous ne sommes pas non plus les premiers à l'appliquer. Elle était en pratique avant nous; elle subsistera à jamais après nous. Nous en profitons, bien convaincus que vous, comme les autres, si vous aviez notre puissance, vous ne vous comporteriez pas autrement».

Les Méliens furent tous exterminés, mais des années plus tard Athènes perdit la guerre, entra en déclin et finit par tomber sous la domination d'un conquérant «barbare», Alexandre de Macédoine.

Il semble que, 2.500 ans plus tard les discours qui entourent la fracture entre l'Europe et les Etats-Unis au sujet de la guerre contre l'Irak ne font que transposer ce très ancien dialogue. La croyance la plus profonde qui sous-tend les positions américaines, c'est l'idée que la raison du plus fort est toujours la meilleure et que le droit international peut n'être qu'une invention des faibles pour entraver les puissants. L'histoire continue...

"Je crois que c'est à moi de faire régner la paix"

Voici un article publié dans The Guardian, le samedi 25 janvier 2003, par Terry Jones, l'un des deux réalisateurs des Monty Python.

Je suis tout excité par la dernière raison de George Bush de bombardier l'Irak: il a perdu patience. Eh bien, moi aussi! Depuis quelque temps maintenant, j'en ai vraiment plein le cul de M. Johnson, qui habite quelques portes plus bas dans la rue. Enfin, de lui et de M. Patel, qui tiennent le magasin d'aliments diététiques. Tous deux, ils me regardent d'un air curieux, et je suis sûr que M. Johnson prépare quelque coup tordu contre moi, mais je n'ai pas encore réussi à découvrir quoi. J'ai été faire quelques tours pour voir ce qu'il prépare, mais tout est très bien caché. C'est vous dire à quel point il est vicieux. Quand à M. Patel, ne me demandez pas comment je le sais, mais je le sais de sources sûres c'est en réalité un tueur en série, un meurtrier de masse. J'ai distribué des tracts dans la rue pour dire que si nous n'agissons pas les premiers, nous y passerons tous, un par un.

Des voisins m'ont demandé pourquoi, si j'avais des preuves, je n'allais pas à la police. C'est tout simplement ridicule. La police dira qu'ils ont besoin de la preuve d'un crime pour inculper mes voisins. Pour résoudre le problème, avec eux, il faudra passer par d'éternelles autorisations, par des ergotages sans fin sur le droit ou non d'une attaque préventive, et pendant tout ce temps M. Johnson sera en train de mettre la dernière main à ses plans pour me faire subir de terribles choses, et M. Patel sera en train de tuer secrètement des gens. Comme je suis seul dans la rue à posséder un rayon convenable d'armes automatiques, je crois que c'est à moi de faire régner la paix. Mais, jusqu'à récemment, il y avait une petite difficulté. Heureusement, maintenant, George W. Bush a bien montré que tout ce dont j'ai besoin, c'est de perdre patience, et alors je peux intervenir et faire tout ce que je veux.

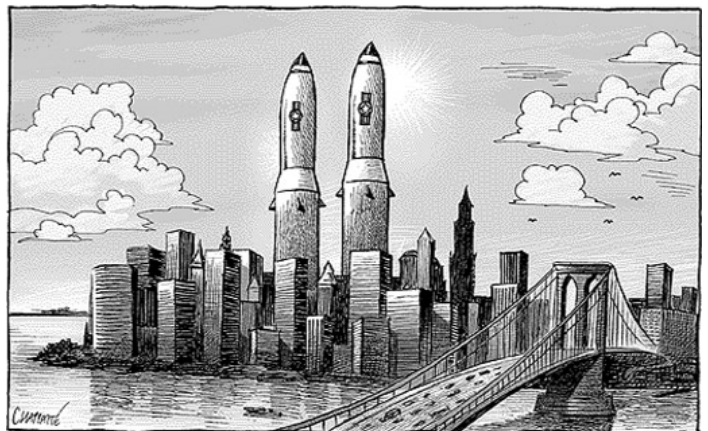
Et regardons les choses en face, la politique soigneusement réfléchie de M. Bush envers l'Irak est la seule manière d'amener la paix et la sécurité internationales. La seule façon sûre d'arrêter les attentats-suicides des fondamentalistes musulmans contre les USA et l'Angleterre est de bombarder quelques pays musulmans qui ne nous ont jamais menacés. C'est pourquoi je veux faire sauter le garage de M. Johnson et tuer sa femme et ses enfants. Il faut frapper le premier! Ça leur donnera une leçon. Après, il nous laissera en paix et il arrêtera enfin de me dévisager de cette façon tout à fait inacceptable. M. Bush montre bien que tout ce qu'il y a à savoir avant de bombarder l'Irak, c'est que Saddam est un homme très méchant et qu'il a des armes de destruction massive - même si personne ne peut les trouver.

Je suis certain d'avoir autant de raisons de tuer la femme et les enfants de M. Johnson que M. Bush en a de bombarder l'Irak. La perspective à long terme de M. Bush est de rendre le monde plus sûr en éliminant les Etats-voyous et le terrorisme. C'est un objectif à très long terme, car comment savoir quand c'est terminé? Comment M. Bush saura-t-il qu'il a éliminé tous les terroristes? Quand tous les terroristes seront morts? Mais un terroriste ne devient un terroriste qu'à partir du moment où il a commis un acte de terreur. Que faire des prétendants-terroristes?

Ce sont ceux que vous devez vraiment chercher à éliminer, à partir du moment où la plupart des terroristes connus, en devenant des bombes humaines, se sont déjà éliminés eux-mêmes. Peut-être M. Bush a-t-il besoin de liquider tout le monde qui pourrait éventuellement devenir un terroriste? Peut-être n'est-il pas sûr d'avoir accompli sa mission avant que tout fondamentaliste musulman ne soit tué? Mais alors, des musulmans

modérés pourraient se convertir au fondamentalisme. En fait, peut-être que la seule solution serait pour M. Bush d'éliminer tous les musulmans. C'est pareil dans ma rue. M. Johnson et M. Patel ne sont que le sommet de l'iceberg. Il y a des douzaines d'autres personnes dans la rue que je n'aime pas et qui franchement me regardent d'un drôle d'air. Personne ne sera vraiment tranquille ici tant que je ne les aurai pas tous tués.

Ma femme dit que je suis peut-être



en train d'aller trop loin, mais je lui réponds à chaque fois que j'utilise simplement la même logique que le président des États-Unis. Ça la lui coupe. Comme M. Bush, je suis à bout de patience, et si c'est une raison suffisante pour le président, ça l'est pour moi. Je donne à toute la rue deux semaines non, 10 jours pour me remettre tous les étrangers «aliens» en anglais, N.D.T.] et les kidnappeurs interplanétaires, les hors-la-loi galactiques et les têtes pensantes des terroristes interstellaires, et s'ils ne me les remettent pas gentiment en me disant «merci», je bombarde la rue toute entière jusqu'à la fin des temps...

C'est aussi sensé que ce que propose George W. Bush et, en comparaison avec ce qu'il entreprend, ma politique ne détruira qu'une rue.

Terry Jones



Bush et l'industrie

par Charles André Udry

«Au moins 32 importants responsables de l'administration [Bush] sont soit d'anciens membres de conseils d'administration, soit des consultants, soit des actionnaires importants de sociétés fournissant de l'armement; et 17 de ces responsables [nommés par le cercle présidentiel] ont des liens avec des fournisseurs décisifs du système de défense par missiles : Lockheed Martin, Raytheon, Boeing et Northrop Grumman.» Voilà ce que l'on pouvait lire dans le *Washington Post* du 18 août 2002.

Cette situation faisait dire à W.H. Hartung, spécialiste des questions d'armement : «En bref, l'industrie de l'armement nucléaire n'a pas besoin de groupes de pression dans l'administration Bush - à un fort degré ils sont l'administration Bush.» (*The Nation*, 13 juin 2002) Ce constat doit être apprécié à la lumière de la doctrine militaire de l'administration républicaine sur l'armement nucléaire et sur son possible usage. En mars 2002, elle fut exposée, dans ses grands traits, par William M. Arkin. Il expliquait que, d'une part, cette politique impliquait «des plans intégrés et sensiblement amplifiés pour la conduite de guerres nucléaires» et qu'elle «allait à l'opposé

d'une doctrine [...] ayant relégué les armes nucléaires à la catégorie d'armement de dernier recours» (*Los Angeles Times*, 10 mars 2002). Depuis lors, un grand nombre d'études et d'articles permettent de dégager les trois éléments qui conduisent des éditorialistes américains à souligner que, aujourd'hui, «les armes nucléaires ne sont pas seulement un autre élément de l'arsenal» (*New York Times*, 10 mars 2002). Premièrement, le Pentagone a la charge de mettre au point des plans impliquant l'usage d'armements nucléaires contre des ennemis potentiels disposant ou non de telles armes. Deuxièmement, le seuil autorisant l'usage d'armes nucléaires doit être abaissé : la survie des Etats-Unis n'est plus le critère. Les «représailles» contre l'utilisation d'armes chimiques ou biologiques dans une partie du monde, un conflit sur le statut de Taïwan ou simplement «des développements militaires inattendus» justifieraient l'usage d'armes nucléaires. Troisièmement, il faut développer des armes nucléaires miniaturisées afin d'attaquer des bunkers qui résisteraient à des armes dites conventionnelles.

Ces destinations «civilisées» de l'armement nucléaire s'inscrivent

dans une nouvelle stratégie de déploiement de l'armement nucléaire. Cette dite «nouvelle triade» inclut : 1° un système de frappe (avec des armes nucléaires et non nucléaires); 2° un système de défense antimissile (bouclier); 3° un renouvellement des infrastructures à cet effet.

Au vu de ces développements, deux questions sont légitimes : à quelles sociétés profiteront ces nouvelles commandes d'armement ? quels sont les représentants du lobby militaire, qui planifient achats et dépenses gigantesques ? En 21 mois, l'administration Bush a déjà réclamé plus de 150 milliards de dollars de nouvelles dépenses pour l'armement, alors que les dépenses pour la sécurité interne ont doublé : passant de 18 à 38 milliards.

A la première question - les bénéficiaires ? - la réponse est relativement simple. La concentration dans l'industrie de l'armement s'est opérée à un rythme soutenu. On retrouve donc parmi les allocataires des rentes budgétaires un nombre restreint de sociétés : **Lockheed Martin** (constructeur du F-16, du F-22 Raptor, du AC-130 et du futur Joint Strike Fighter/F-35), **General Dynamics** (technolo-



Industrie d'armement

gies de guidage pour divers types d'armes), **Boeing** et sa division McDonnell Douglas (transporteurs et bombes «intelligentes»: les Joint Direct Attack Munition), Raytheon (les missiles Tomahawk, Tow, Maverick, Javelin et les bombes anti-bunker GBU-28...), **Northrop Grumman** (le bombardier B-2, le F-14, le Global Hawk, avion sans pilote...), **TRW** (Thompson-Ramo-Wooldrige, spécialisé dans les systèmes de communication), **Bechtel** (constructeur de sites en tous genres dans le Nevada comme en Arabie saoudite ou au Qatar). A cela, il faut ajouter un grand nombre de laboratoires (Los Alamos, Livermore...) et des universités. Voilà de quoi subventionner, sans «distordre la libre concurrence», des secteurs entiers de l'industrie américaine, au grand dam des compétiteurs européens. La suprématie technologique est un facteur important de la stratégie impérialiste et la puissance militaire permet d'imposer des contrats de vente de systèmes d'armement américains, de la Corée du Sud à l'Australie (Voir «Gripes Over U.S. Grip on Arms Trade», *Far Eastern Economic Review*, 26 septembre 2002). Les vedettes du lobby militaire dans l'administration Bush rivali-

sent avec celles du secteur pétrolier. **Dick Cheney**, le vice-président, était membre de la direction d'un organisme fort influent dans le domaine de l'armement: le Center for Security Policy. Sa femme, **Lynne Cheney**, siégeait au conseil d'administration de Lockheed Martin et recevait 120.000 dollars pour quatre réunions annuelles. **Donald Rumsfeld**, secrétaire à la Défense, a durant de longues années été associé au Center for Security Policy et membre de deux commissions ayant en charge l'étude sur le bouclier antimissile et la militarisation de l'espace. **Stephen Hadley**, membre actuel du Conseil national de sécurité, travaillait auprès de la firme d'avocats représentant Lockheed Martin. **Pete Aldrige**, sous-secrétaire à la Défense, chargé des achats, vient de chez McDonnell Douglas Electronics Systems (PdG de 1988 à 1992), puis d'Aerospace Corporation, qui est en 33^e position parmi les fournisseurs du Pentagone. **Robert Joseph**, assistant spécial du président Bush, était déjà présent dans l'administration de Bush père et de Reagan et disposait d'une grande influence dans la National Defense University qui entretient des liens étroits avec l'industrie d'armement. **Paul Wol-**

fowitz, sous-secrétaire d'Etat à la Défense, a été ambassadeur américain en Indonésie de 1986 à 1989 (sous la dictature de Suharto), puis sous-secrétaire à la Défense, aux côtés de Dick Cheney sous Bush père. Il a aussi servi de consultant pour Northrop Grumman. **Stephen Cambone**, un des hommes de Rumsfeld pour traduire les choix militaires en postes budgétaires (il est directeur de Bureau de programmation), fut un des directeurs de recherche à la National Defense University. Richard Perle, président du Defense Policy Board, organisme de liaison entre l'administration présidentielle et le Pentagone, est réputé pour son ardeur en faveur d'une intervention militaire en Irak. Il a servi sous Reagan et enseigne toujours auprès de l'Institut des entreprises américaines: American Enterprise Institute. **Peter B. Teets**, sous-secrétaire responsable des forces aériennes, était président de Lockheed Martin de 1997 à 1999. Il commença sa carrière chez Martin Marietta (firme de Denver qui fusionna avec Lockheed en 1995). **Gordon England**, secrétaire aux forces navales, a été vice-président de General Dynamics de 1997 à 2001.

Une militarisation à outrance



Les ressources consacrées par les Etats-Unis au domaine militaire connaissent une croissance sans précédent dans l'histoire, à l'exception de la seconde guerre mondiale. Les fameux «dividendes de la paix» promis lors de la conclusion de la guerre froide sont désormais bien oubliés. Déjà dans les dernières années de l'administration Clinton, les dépenses militaires étaient passées de 259 milliards de dollars en 1998 à 279 en 1999, puis à 290 en 2000. En 2001, le budget militaire atteignait 307 milliards de dollars. Le budget 2002 s'élève à 339 milliards de dollars et celui de 2003 à 379 milliards de dollars. Il s'agit d'une augmentation de 26% en deux ans, et l'objectif est d'atteindre un niveau de 451 milliards en 2007. Si cet objectif est atteint, les dépenses militaires des Etats-Unis auront connu une croissance de 75% en l'espace de 9 ans. La suprématie américaine apparaît clairement si l'on compare leurs dépenses à celles des autres pays. En 1999 déjà, les Etats-Unis représentaient à eux seuls 37% des dépenses militaires mondiales. Si l'on prend en compte l'OTAN dans son ensemble, on arri-

ve à 64% de celles-ci. Le budget américain est 6 fois plus élevé que celui de la Russie, qui reste le n°2 mondial. Du point de vue qualitatif, la suprématie américaine est encore beaucoup plus claire. Les Etats-Unis réalisent à eux seuls les 2/3 des dépenses mondiales en recherche et développement (R&D) en matière militaire, c'est-à-dire des investissements qui permettent d'améliorer la technologie militaire et à mettre au point de nouveaux types d'armements. Ils ont mis en place une gamme considérable de programmes dans les domaines de la technologie de l'espace, de la micro-électronique, des technologies de l'information et de la biotechnologie. La guerre du Golfe en 1991, la guerre du Kosovo en 1999, la guerre d'Afghanistan en 2001 ont servi à tester et améliorer les nouveaux systèmes d'armes mis au point par les chercheurs de l'industrie militaire. Dans la littérature spécialisée, on présente ces guerres comme de formidables terrains d'innovation technologique pour les industries et les laboratoires de recherche américains et d'apprentissage et d'innovation opérationnelle pour les Etats-majors.